

Pourquoi les hospitaliers FO serons en grève le 9 octobre?

Les annonces d'Emmanuel MACRON et Agnès BUZYN sur l'hôpital public le 18 septembre 2018 sont claires :

- Fermer les hôpitaux publics ! Faire de la place à l'hospitalisation privée.
- Faire sauter pour cela le Statut des praticiens hospitaliers et des personnels non médicaux.
- Contrôler, encadrer, empêcher l'accès des malades à l'hôpital public.

FO n'exagère-t-il pas un peu ?

Regardons point par point. Qui a écrit dans le plan «Ma santé 2022» ? Sinon le gouvernement :

- « *qu'il faut fermer les hôpitaux de proximité, réputés trop dangereux* ».

- qu' « *il faut labelliser* », c'est-à-dire autoriser ou pas 600 hôpitaux de proximité à pouvoir continuer de fonctionner. Si c'est pour les autoriser à exercer leur actuelle activité, alors pourquoi les « labelliser » à nouveau aujourd'hui, après les avoir accrédités pas plus tard qu'hier ? En fait, il s'agit de déclasser 300 hôpitaux généraux qui seront amenés à disparaître !

- qu' « *il faut intégrer 865 hôpitaux publics exerçant en MCO et en psychiatrie dans 135 GHT intégratifs* », qui seraient les seuls autorisés à exercer toutes les activités médicales sur l'ensemble du territoire.

- « *que les établissements privés à but lucratif seront intégrés aux GHT avec la faculté qui leur sera accordée d'accéder à toutes les activités médicales sans que le service public ne leur fasse concurrence* »

- que « *le concours de Praticien Hospitalier sera supprimé* ».

Or c'est le Statut qui protège l'indépendance des médecins hospitaliers. Ils sont la pierre angulaire des services médicaux !

- qu' « *il faut développer la contractualisation des personnels* », alors que déjà nos hôpitaux fonctionnent avec 20 % de contractuels.

- que « *les GHT se verront déléguer la gestion des ressources humaines et de la Gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (GPEC) en leur autorisant des dérogations, pour expérimenter de nouveau mode de gouvernance, mutualiser de nouvelles compétences et simplifier les fusions* ».

Quant à l'accès aux soins pour les patients, il n'est question que de « *parcours encadrés* », de « *forfaits par pathologie* », de télémédecine, ... D'après vous cela va-t-il augmenter les possibilités d'accès physique au médecin de son choix ?

C'est un « rouleau compresseur », comment l'arrêter ?

Chacun dans son établissement est confronté à ces mesures (contrats de retour à l'équilibre, mise sous tutelle ou sous administration provisoire de dizaines d'établissements par les ARS, fusion d'établissements, fermeture systématique de lits, de services, d'établissements entiers, suppression de postes de travail, donc d'emplois, ...). Chacun se rend bien compte qu'on ne peut plus rester isolé établissement par établissement, face aux ARS, véritable bras armé de cette politique de déconstruction de l'hôpital et du Statut, décidée par les pouvoirs publics.

Chacun comprend que pour l'heure, malgré les nombreuses mobilisations soutenues par la Fédération FO (*hôpital de Bernay, Niort, Cognac, du Blanc, Vierzon, CHS Pinel à Amiens, Sainte Gemmes S/Loire, Maison Blanche, Perray Vaucluse, Saint-Anne, CHU d'Angers, Clermont Ferrand, Tours, Nancy, AP-HM, AP-HP, etc*), les conditions d'une grève nationale de tous les hôpitaux, établissements médico-sociaux et EHPAD, pour le retrait de toutes ces mesures, pour bloquer les ARS, pour la satisfaction du cahier de revendications, ne sont pas réunies.

La défense de l'hôpital public et du statut du personnel mérite bien une grève !

Mais, en même temps, FO considère qu'une grève nationale est la réponse que nous devons construire pour contrer l'offensive contre les hôpitaux publics et leurs personnels.

Dès lors, comment aider à aller dans cette direction ?

La Fédération FO a décidé de proposer à tous ses syndicats, le même jour, dans toute la France, de se diriger ensemble vers leur ARS ou leur délégation territoriale respectives, pour aider à la mobilisation nécessaire contre cette offensive et à poser les légitimes revendications :

- ASSEZ des fermetures de lits, de services
- MAINTIEN de tous les établissements hospitaliers et de tous les EHPAD
- NON aux GHT et aux fusions d'établissements, refus de toute mobilité forcée
- ABROGATION des lois Bachelot et Touraine
- PLUS aucune suppression de postes
- ABANDON des 3,8 milliards d'économies prévues dans le PLFSS 2019, ainsi que des 1,2 Milliards de coupes dans les dépenses de personnels hospitaliers d'ici 2022
- STOP à la QVT : exigeons le renforcement des équipes et des effectifs
- TITULARISATION des contractuels et des emplois aidés - A travail égal, salaire égal
- APPLICATION du ratio de « un pour un » dans tous les EHPAD
- MAINTIEN de nos statuts, tant pour les personnels médicaux que pour les personnels non médicaux
- AUGMENTATION des salaires pour l'ensemble des agents de la fonction publique hospitalière
- MAINTIEN des IFSI et du concours d'entrée, non à Parcoursup
- PRESERVATION et élargissement de la catégorie active. Non au régime universel de retraite par points
- ABROGATION de l'ONI et du décret du 10 juillet sur l'inscription automatique à l'ordre

Nous n'entendons pas laisser les choses en l'état. Nous ne nous résignerons pas, ni à rester isolés, ni à abandonner les revendications. Les carottes ne sont pas cuites, dès lors que la revendication reste le moteur de l'action syndicale.

C'est pourquoi nous serons tous en grève et en manifestation

Le mardi 9 octobre à 11h00

Départ de la gare des Brotteaux en direction de Bellecour

À l'appel de FO, CGT, SUD, FSU ; UNEF et UNL